

Chroniques éditoriales 19

La réalité autrement

Epoque Sarkozy - 2009

Didier Reuter

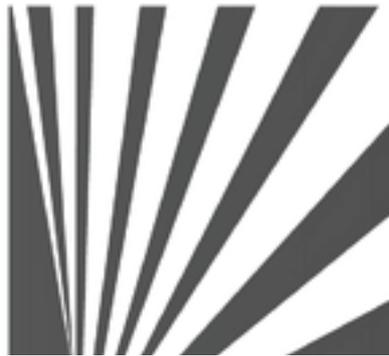
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701814

1.50€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

117. L'HONNEUR DES JOURNALISTES

Sujet : Lorsque le journaliste se couche, le citoyen a du mal à se lever

Alors que 2009 est déclarée par l'ONU «Année mondiale de l'astronomie (AMA09)» afin de «*mieux appréhender la recherche de nos origines cosmiques*», il faudrait y ajouter l'année de l'information et du journalisme pour débattre «des liens subtils et complices entre le pouvoir et la presse». Il est vrai que lorsque le journaliste «se couche», le citoyen a du mal à se lever. Un constat de nouveau observé en France dans les **années CRS** (Chirac-Raffarin-Sarkozy entre 2002 et 2007) et prolongé jusqu'à aujourd'hui. Une période durant laquelle la presse quotidienne, politique et économique, a pris le mauvais pli de glisser systématiquement vers le politiquement correct et entretenir une complicité passive, voire active, avec les gouvernants. Derrière les gros problèmes économiques et structurels de la presse écrite dans la plupart des pays occidentaux existe une autre problématique concernant les journalistes eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle, presse et journalisme ne doivent pas être confondus. Au sein du marché global de l'information, lorsque l'on parle de «Vieille presse» ou de «Nouvelle presse», en se référant aux différents modèles économiques en place (payant, gratuit, papier, Internet...), il ne s'agit là que de la «forme». Le journalisme représente quant à lui le «fond», qu'on le nomme «néojournalisme» ou journalisme traditionnel !

On peut raconter beaucoup de choses sur les journalistes, les aimer ou les haïr, avoir confiance en eux ou se défier d'eux, ce qui est sûr, c'est que le rôle central exercé par le vrai journaliste en matière de diffusion et de traitement de l'information est de même niveau que celui de l'officier de gendarmerie ou de police en terme d'ordre public ou de bon magistrat veillant au respect des lois et des valeurs en société. Ces 3 statuts ont **3 points communs** : ils n'aiment pas la menace ou la pression qui s'exerce sur eux ; sont sensibles à la préservation de leur intégrité professionnelle ; défendent avec ardeur leur autonomie de décision. En cela, le vrai journalisme moderne est un relais majeur entre l'information puisée dans l'actualité économique, sociale, culturelle, politique, sociétale et le citoyen qui le mandate moralement pour accomplir cette tâche en lui faisant confiance. De fait, la bonne information est aussi importante pour l'esprit que l'eau ou l'air non pollué pour le corps. De son utilité, qualité et clarté, l'information vraie et utile vivifie l'esprit, vitalise l'attitude et encourage l'action. Elle anime directement la liberté de penser «clair» et de s'exprimer «juste», en étant la lumière qui éclaire le jugement et le discernement des hommes. Elle favorise la bonne mentalité, la qualité du libre arbitre et l'émancipation humaine de toute forme d'obscurantisme, de bêtise, de dogmatisme culturel et de suivisme politique aveugle. En cela, le vrai journaliste est un **acteur de résistance** et non de collaboration avec le système !

Ce sont donc les journalistes qui, en premier, donnent de l'importance à l'information et orientent les besoins d'information en société. Ce sont eux qui façonnent l'intérêt aux faits de la réalité. Sans information, le monde n'existe pas vraiment. A l'inverse, avec une information déformée, appauvrie, orientée, la représentation du monde devient faussée et le jugement des hommes forcément erroné. La responsabilité du journaliste est donc grande dans l'approvisionnement en «matière première informationnelle» au niveau psychologique, cognitif et intellectuel mais aussi au niveau culturel par l'ensemble des apports nourriciers en savoir, connaissances et liberté de conscience.

Eviter tout ce qui «coupe» l'information

Tout ce qui «coupe» l'information (comme l'eau dans le vin) fait perdre à la fois le goût du vin et celui de l'eau. C'est notamment le cas du journalisme consensuel et de compromis dès lors que celui-ci se destine à plaire à tout le monde et à ne fâcher personne, au point d'en devenir fade et sans saveur. Il est pourtant évident que tout ce qui tend à favoriser un brouillard de vérité (non information, aseptisation, propagande, désinformation) pollue directement la source même du jugement, maintient un continuum d'infantilisation, formate anormalement la mentalité générale, façonne des raisonnements stéréotypés, erronés et fragiles ou favorise des rapports malsains et trompeurs entre les individus et le système. De la même manière, il est évident que l'étroitesse et la régularité des relations cordiales entre les rédacteurs en chef et/ou directeurs de l'information avec les gouvernants, élus, influents, décisionnaires économiques, altèrent forcément quelque part le rendu journalistique en le «coupant».

Que dire également de la main mise des financiers et des gestionnaires sur les profits attendus de leur média et/ou à vouloir préserver, coûte que coûte, les parts de marché ou d'audience en acceptant de satisfaire les desiderata des annonceurs et des actionnaires ? Ce mélange des genres n'est pas sain pour la préservation de l'intégrité du journaliste et la qualité du rendu final de l'information. Le risque est alors grand de rompre avec les fondamentaux du journalisme en favorisant une lente mutation du métier. Une orientation qui contraint à transformer la vérité naturelle du fait (biojournalisme) aux habits artificiels des intérêts économiques et/ou politiques (technojournalisme), dans le cadre d'un marketing de l'écrit et/ou d'une communication de masse aussi brillante que **sans grande valeur ajoutée**. Pourtant, sans remise en place d'une éthique forte au sein de l'activité journalistique, tout concourt à favoriser la transformation du journalisme en métier technique de l'information, sans âme et sans état d'âme.

Si cette pente journalistique se poursuit, il est certain que l'information «markétisée», industrialisée et formatée continuera de nourrir et d'attiser, à la source même de l'esprit des hommes, la plupart des dérives en société telles que : excès de la présence médiatique, excès dans l'exercice du pouvoir, excès dans le social et l'économie, excès dans les rôles institutionnels..., ainsi que tous les épiphénomènes de tension, de fracture et d'agressivité latente en société.

Le problème de l'information sensible

Si dans presque 100% des cas et des faits «non sensibles» relayés par les journalistes professionnels ceux-ci se révèlent effectivement de bons «techniciens de l'info» en faisant correctement leur travail, il existe une zone grise d'informations sensibles où la qualité d'implication et de traitement tend à s'inverser. Les sujets dits «sensibles» concernent principalement les domaines politique, gouvernemental et institutionnel, ainsi que la sûreté nationale ou encore les influents territoriaux et nationaux. La simple observation du rendu journalistique quotidien prouve que les journalistes concernés par «l'information sensible» sont plus de 80% à ne pas être vraiment à la hauteur de leur statut, en agissant davantage comme des temporisateurs, de simples porte-voix ou porte-plumes. L'honneur du journaliste est justement dans son devoir moral d'aborder clairement le fond des sujets qui fâchent et/ou qui intéressent in fine l'orientation collective, bien avant de protéger les intérêts économiques de son média, des partis ou encore l'image des individus au pouvoir. C'est tout le sens du vrai journalisme que d'éclairer la conscience publique justement sur les sujets sensibles, complexes et/ou difficiles. C'est même la raison d'être de sa crédibilité, de la confiance accordée à son rôle central en démocratie, que de savoir oser la révélation qui attire l'ire du pouvoir politique ou économique en place et/ou qui favorise la critique et la contradiction dans le collectif.

C'est, par exemple, dans le cas actuel de dérive du pouvoir présidentiel de type «Elysée Toys», du jamais vu depuis Napoléon III, où la question est de savoir où se place l'honneur des journalistes à s'en émerveiller continuellement ? Où est le rôle central du journalisme à ne pas le dénoncer, lorsque la démocratie est ainsi continuellement bousculée par un activisme personnel de nature psychiatrique associant, pêle-mêle, gesticulation médiatique au quotidien, «faits du prince», tactique d'insécurité permanente, enchaînement liberticide de réformes destinées à remplir d'abord les caisses vides de l'Etat ou encore, à favoriser une efficacité économique temporaire au détriment du social et du service public ?

En réalité pour être vrai et authentique, le journalisme doit **se placer au-dessus** des contingences politiques et le revendiquer clairement sans être ni caution, ni hérisson, ni paillason. Il doit s'occuper principalement de tout ce qui concerne le cœur «actif» de la vie en collectivité à savoir : commenter les faits avec précision et détachement émotionnel (mais non sans naturel et humanité) ; dénoncer clairement les déviances et les injustices ; défendre les causes justes même si impopulaires ou non politiquement correctes ; valoriser à juste titre les mérites réels et anonymes ; mettre en perspective positive les bonnes initiatives ; faire découvrir les multiples aspects contradictoires de la vie locale, nationale et internationale ; faire un tri sélectif entre l'information artificielle, propagandiste, poubelle et celle plus utile, intéressante et oxygénante. Il doit, en somme, nourrir et enrichir continuellement le jugement et la culture générale des gens en contribuant à apporter des éléments d'information probants et objectifs face à la diversité des problèmes, des situations et des faits de société.

Aussi, pour que l'écrit reste un **acte de conviction** le journaliste doit être courageux. Pour que l'écrit soit authentique, l'esprit qui l'anime doit être libre et indépendant et pour que cet esprit se renforce de courage et d'engagement, le journaliste ne doit craindre ni la menace, ni la sanction, ni les manifestations hostiles à son égard, mais au contraire s'en nourrir continuellement. Au final, le vrai journalisme représente un pilier essentiel de la démocratie dont la bonne santé, la fraîcheur, la couleur et la densité du contenu, reflètent forcément la santé, la densité et la couleur d'ensemble du corps social. A l'inverse, le journalisme servile et politiquement correct agit de toute évidence contre l'esprit de démocratie et en faveur du système.

Sans, au départ, une qualité d'homme et de femme largement aboutis manifestant une constante vigueur et intégrité dans le traitement de l'information, comment alors rendre sain, vitalisé et équilibré le rapport entre le citoyen, les institutions et les gouvernants ?

2009 - D. Reuter

118. LES LIMITES DE L'HYPER PRÉSIDENTIE

Sujet : Ou comment agiter la vase au fond de la mare pour mieux masquer la réalité

Loin de traduire une avancée sociétale majeure, l'hyper présidence à la française préfigure plutôt le retour en arrière d'un pays à la botte et aux visées d'un homme. Une forme de «dictature soft» dont l'intelligence consiste, sous prétexte de réformes nécessaires, à prendre méthodiquement le pouvoir sur tout par des ajustements administratifs, politiques et législatifs dans le cadre d'un usage, non modéré, des outils modernes de propagande. Pendant que la société civile s'ingénie à s'activer, travailler et se débrouiller dans un quotidien de plus en plus dur, l'hyper présidence tend de son côté à contrôler le système, à le verrouiller. Mieux que cela, elle s'ingénie à reformater l'état républicain devenu très complexe et ultra «réseauté» dans une stratégie de **reprise en main** à la fois directive, conservatrice et sécuritaire, en s'éloignant délibérément des fondamentaux de la démocratie.

L'aspect soft de la démarche du président Sarkozy (bling-bling, discours démagogique, interventions médiatisées...) ne doit pas masquer une seconde réalité «underground» dans laquelle la tendance dominante est à resserrer le dispositif sécuritaire, normatif et moral, par les voies de l'autorité et du législatif, en vue de reformater également les comportements collectifs. Dans la plupart des indicateurs sociaux, culturels et économiques, il est évident de constater que plus l'hyper présidence s'impose à tous, plus la démocratie recule et plus l'espace libertaire diminue. Si l'on sort un instant de la **joyeuse «bouillasse» médiatique** dans laquelle le pays est plongé, le bilan sociétal immédiat donne l'impression que l'on est retourné, sans vraiment s'en rendre compte et de manière différente, dans les années 30. Une période durant laquelle coexistaient plus ou moins joyeusement en Europe la graine des futurs dictateurs de la décennie suivante.

La question se pose de savoir si nous vivons actuellement, en terme de mentalité politique, un degré supplémentaire dans la marche en arrière «droitiste» comme cela a déjà été le cas avec la **période «vichyssoise»** du couple Chirac-Raffarin ? Tout semble confirmer que l'hyper présidence à la française, au-delà du quantitatif des initiatives prises, est en réalité le contraire de ce qu'elle paraît être. Au lieu de représenter un dynamisme exemplaire en terme de modèle sociétal avancé, elle s'apparente plutôt aux vieux démons du verbe en mouvement et du mouvement du verbe : c'est-à-dire un vent qui souffle fort et qui décoiffe, tout en asséchant et en semant la discorde, voire la dysharmonie, dans l'ordre social établi.

Il semble que sous l'égide de l'hyper présidence, la marche arrière libertaire orchestrée par la droite au pouvoir nous éloigne des attentes légitimes d'un grand nombre de Français, dont les jeunes en particulier. Nous assistons, d'une certaine manière, à une **régression historique** collective dans laquelle le triptyque républicain fondateur n'est plus liberté, égalité et fraternité mais intérêts particuliers, morale et autorité. Une sorte de décrochage «néocatholique» dans lequel l'aveuglement de la détermination politique n'a d'équivalent que la soumission apparente et superficielle du peuple aux injonctions des lois, procédures et règlements. Derrière le festival des réformes et sa **foire aux illusions sociétales** se cache, en réalité, un froid pragmatisme politique dont l'objet consiste à renforcer et à consolider le système dans sa sclérose, son empilement administratif, ses corporatismes, ses réseaux d'influence, tant il est vrai qu'un bon vieux système névrosé est le gage d'un bel avenir pour tous ceux qui ont de l'ambition politique et qui savent s'en servir !

L'hyper présidence en est le parfait exemple prouvant que plus ça bouge politiquement, plus ça déstabilise socialement, plus ça oblige à sécuriser et plus le durcissement s'accélère en profondeur. Le rythme d'action et le cadre imposé tendent alors à forcer continuellement un corps social mal préparé psychologiquement qui ne peut que se sentir déstabilisé et prompt à «lâcher» à un moment donné (grèves, crise de confiance, conflits sectoriels, mécontentement sourd). Par analogie avec le monde de l'entreprise, que se passerait-il avec l'arrivée d'un nouveau leader sur-actif imposant un style «haute pression» dans le cadre d'une stratégie hyper productiviste avec un management imposant un rythme de travail mettant sous pression constante ses collaborateurs ? Croire que la dimension économique

(macro ou micro) est la clé de la réussite des sociétés modernes, est **l'erreur fatale** de tous les chefs d'entreprises qui, impliqués dans cette fuite en avant, finissent un jour ou l'autre par le payer d'un dépôt de bilan ou à se fourvoyer dans l'abus de biens sociaux. C'est ce qui tend à se passer avec le modèle actuel de l'hyper présidence.

Déjà, en deux années de mandature, force est de constater que l'agitation sarkozienne et son type particulier de management pro-économique ont réussi à épuiser la confiance du pays, à stresser et saturer les 2/3 de la population et surtout à faire perdre plus de repères sociétaux qu'à gagner en lisibilité d'avenir. Si le *statu quo* n'est certainement pas la bonne méthode son parfait contraire, l'hyper présidence, ne l'est pas non plus en agitant constamment la vase du fond de la mare afin de mieux brouiller la vision de ceux qui nagent et de ceux qui flottent.

En résumé, il semble bien que le concept publicitaire d'hyper présidence ne soit que le culte factice de l'urgence sociétale et de l'importance politique au profit principal de l'ambition personnelle et du fort besoin d'activisme d'un seul homme.

2009 - D. Reuter

119. L'AUTRE VERSION DE LA CRISE AUTOMOBILE

Sujet : Les causes cachées que personne n'ose avouer

Malgré l'attrait qu'exercent les belles voitures et la technologie embarquée, il ressort d'un récent sondage que 2 Français sur 3 (64%) accordent «moins d'importance» à l'automobile. Cette «panne» ou ce «divorce» constaté entre les Français et leur véhicule favori nourrit actuellement pléthore de commentaires experts nous expliquant les raisons officielles de cette désaffection : crise économique, coût global d'entretien trop lourd, surproduction, délocalisation, pièces détachées trop chères, prix d'achat trop onéreux, pollution en hausse... Et s'il existait d'autres causes à la crise automobile? Et si le cœur de la problématique découlait plutôt du modèle culpabilisant, normatif et répressif imposé depuis 6 ans (2003) via la conjugaison de 5 contraintes fortes exercées sur les ménages et les usagers :

1. La cause à un prix de l'essence à tendance haussière eu égard à une fiscalité d'Etat disproportionnée (TIPP) prenant délibérément l'utilisateur pour une véritable vache à lait que l'on traite sans état d'âme même et surtout lorsqu'il est en déficit de pouvoir d'achat.

2. La cause aux initiatives politiques téléguidées par Bruxelles en matière de «contraintes environnementales» destinées à réduire fortement le parc automobile et le trafic en vue de réduire les émissions de CO₂. Un effort certes louable sur le papier mais qui, hélas, est totalement anéanti en quelques heures du fait d'une activité économique, industrielle et domestique fortement expansionniste à l'autre bout de la planète.

3. La cause au diktat de l'écologie politique, des Verts et consorts, qui ont réussi à faire passer d'innombrables petites restrictions dans tous les compartiments du roulage quotidien : péages, parking payant, places plus rares et plus chères, limitations un peu partout, taxations diverses, contraventions systématiques...

4. La cause aux contraintes des assurances et rigueurs de l'administration imposant des barrières tarifaires, un cortège croissant de conditions drastiques encadrant l'accès des jeunes conducteurs, ceux ayant eu un accident ou encore ceux qui ne sont pas en règle administrativement. Sans parler de l'obligation des contrôles techniques, des stages de conditionnement à la sécurité routière et tutti quanti.

5. La cause aux excès médiatiques et dogmatiques de la sécurité routière traditionnelle, et de ses gourous anti-vitesse, qui n'ont rien trouvé de mieux pour «motiver» les usagers de la route (donc les utilisateurs directs de l'automobile) de les «dociliser» par la culpabilité, la répression, le racket fiscal, la radarisation à outrance et, cerise sur le gâteau, par la moralisation (comme au temps de l'église catho rayonnante), au lieu de développer chez eux l'esprit de responsabilité, la compétence au pilotage et la vraie maîtrise routière.

C'est enfin un réseau routier placé sous la menace permanente d'une **traque aux jumelles**, ou celui d'un contrôle policier, inhibant ainsi directement, à la racine, le plaisir de conduire et l'esprit de responsabilité du citoyen en le remplaçant par la peur chronique du gendarme et le stress de se faire prendre en défaut. Avec cette combinaison de contraintes économiques et psychologiques, en plus des coups de butoir incessants de l'Etat, des Verts et des acteurs de la sécurité routière, il est normal que la représentation idéalisée et machiste de la «bagnole» dans l'inconscient collectif se soit peu à peu dévalorisée et émoussée. En sapant méthodiquement les fondamentaux de l'acquisition, de l'appropriation et de l'utilisation propre à l'automobile, en meurtrissant le rêve et l'envie à gros coups de répression, de taxation et de culpabilisation, il semble bien ici que la **formule de Shakespeare** en matière sentimentale soit largement contrariée lorsqu'il affirme que «*La passion s'accroît en raison des obstacles qu'on lui oppose*». En matière d'automobile, bien plus qu'ailleurs, la motivation, l'imaginaire et le désir sont des facteurs décisifs d'adhésion. Aussi, l'excès de contraintes associé au forçage des comportements ne peuvent que rendre l'utilisateur inhibé, frustré, indifférent et surtout progressivement médiocre, passif et docile, en abaissant parallèlement le seuil de demande collective.

Sous l'angle politique, c'est également la démonstration éclatante de l'effet rebond des mesures prises prouvant ainsi, une fois de plus, que l'on ne dompte pas impunément une société moderne à coup de mesures sécuritaires, de diktats écologiques et de propagande massive, sans que cela ne se retourne, un jour, d'abord contre le marché et ensuite contre ses promoteurs !

2009 - D. Reuter

120. DE L'AVEUGLEMENT À LA CROYANCE POLITIQUE

Sujet : Des exemples prouvant la myopie collective

Toute croyance politique sans le recul de l'objectivité induit de la malvoyance collective avec pour preuve quelques exemples récents :

. Crise financière et économique

Croire que la crise économique est actuellement sur la pente du redressement relève de la désinformation médiatique et politique. La récession a officiellement débuté aux Etats-Unis en décembre 2007 selon le *National Bureau of Economic Research* et l'Europe y est entrée quelques mois plus tard, et non en septembre 2008 comme tout le monde semble le croire. Si d'après les spécialistes, qui d'ailleurs n'ont rien vu venir, «*L'économie mondiale est déjà sortie de la récession*», il semble bien que de très nombreux secteurs d'activité resteront plombés encore longtemps surtout si, comme c'est fortement envisageable, les prix des matières premières remontent à la hausse (pétrole, matières agricoles et minérales...). Dans ces conditions comment peut-on confondre les signes positifs de «rebonds techniques» conjoncturels avec une reprise généralisée, même si le temps du redémarrage arrivera forcément un jour ou l'autre ?

. L'hémiplégie partielle de l'Etat

L'état global d'endettement de la France, ainsi que celui de la plupart des pays du G20, l'implosion mondiale du système de valeurs en matière financière, la fragilité de la gouvernance dans les grandes entreprises, la baisse prévisible des réserves disponibles dans les fonds de retraite... ne peuvent laisser envisager un véritable assainissement financier et économique avant de très longues années. Si 2008, à l'échelle mondiale, a signé l'entrée dans une période grise de l'histoire, 2009 est à l'évidence une année noire qui ne peut laisser croire à une sortie de crise rapide et dynamique pour un pays moyen comme la France. Aussi, tant que le principal des réformes sera majoritairement orienté à la «baisse sociétale» (réductions et contraintes budgétaires, normes et contrôles supplémentaires, pertes d'avantages acquis...) et non à la «hausse» (nouveaux acquis sociaux, grands projets ambitieux, nouveau mode électoral, renouveau démocratique...), il est à craindre que l'ensemble des ménages au sein des classes moyennes ne subisse encore, et pour longtemps, des désillusions sociales et économiques. Aussi face à ce glissement politico-financier, comment se fait-il que les Français puissent encore faire confiance à des gens qui n'ont rien vu venir, ne nous l'ont pas dit et/ou nous ont fait carrément plonger dans la crise par affairisme et aveuglement politique ?

. Présidence et «Républicratie»

Le problème central du Président Sarkozy c'est que, comme les grands capitaines d'industrie, de la finance et de la banque, il gouverne en quasi seul maître à bord. Une gouvernance de type «multinationale» qui semble d'abord animée par la défense de ses intérêts personnels et politiques, ceux de ses associés (pardon... de ses alliés politiques) ou encore de ses cadres (sorry ! les patrons des grands groupes économiques) et seulement, après, par la manifestation épisodique d'un intérêt pour l'ensemble de ses salariés (mi scusi : des citoyens et autres intérêts de la collectivité). Sans s'en rendre vraiment compte, la France s'est abîmée depuis 2003 dans le triangle de la «Républicratie» basé sur une autorité centralisée, un délire sécuritaire et une manipulation des masses via une médiatisation orientée. Cette forme de régression républicaine teintée de démocratie s'apparente à un «nouveau» système présidentiel combinant, sans y paraître, les arrangements clientélistes, la concentration des leviers de pouvoir, la division sociale pour mieux régner, la «casse» délibérée de certains acquis gênants et naturellement le surf médiatique plein zoom. En résumé, une gouvernance décomplexée avec un empereur Sarkozy 1^{er} certes, pas fainéant, mais hautement déstabilisant pour l'ensemble de la dynamique sociétale.

Une situation régressive qui, derrière l'activisme politique, favorise le retour au népotisme (abus qu'une personne en place fait de son crédit en faveur de sa famille) ainsi qu'une forte tendance à favoriser la concentration de tous les pouvoirs aux mains d'un seul homme. Un homme sans grande vision d'avenir (mais au demeurant sympathique à l'écran) qui n'hésite pas à produire, au fil du temps, des milliers de «faits du prince» connus et non connus du grand public aux antipodes du fonctionnement d'une

véritable démocratie. Il est temps de comprendre que Sarkozy n'est pas la France et que la France n'est pas Sarkozy. La France en tant que nation est riche d'une grande diversité qui ne peut se réduire aux agissements singuliers de sa gouvernance, de son régime politique et de son président, dont le mandat n'est pas d'agir en maître du monde mais de servir avant tout et modestement les intérêts fonciers de la nation justement.

Elections européennes, le miroir aux alouettes

Le système électoral français (comme beaucoup d'autres dans le monde) est directement favorable à la bipolarité des partis dominants avec un «plus» pour le parti sortant lié au phénomène d'entonnoir électoral. Cette organisation républicaine fait que le vote abstentionniste n'est pas considéré comme un vote utile traduisant le refus citoyen et/ou un désintérêt légitime face à l'offre politique. Il suffit alors qu'une minorité de gens vote dans le même sens et que, simultanément, la majorité des autres s'abstienne pour que s'exerce une inversion démocratique incroyable. Une situation contradictoire dans laquelle la susdite minorité devient (ou reste) majoritaire au pouvoir, alors que la majorité réelle devient minoritaire dans la décision. Aussi pour éviter cette aberration démocratique, il est urgent et nécessaire de réviser le mode électoral (après 2012) pour prendre en compte le signal fort adressé par le vote abstentionniste dès lors que celui-ci atteint ou dépasse 40 à 50% des électeurs inscrits. Il peut s'agir là d'une vraie réforme structurelle qui ne se base plus exclusivement sur le nombre de votants mais qui oblige, parallèlement, à la démission du sortant et permet un second ou un troisième tour basé sur le recours à la proportionnelle.

Dès lors, quand allons-nous voir apparaître un programme politique proposant la division des élections en 2 formes principales : les élections nationales (présidence et législative) donnant accès aux partis dominants et favorisant un champ de lutte idéologique et de projets de société et, les élections périphériques (municipales, régionales, européennes) favorisant davantage la représentation de tous les petits courants citoyens via la présence de divers partis élus à la proportionnelle ? Ainsi d'un côté agirait un pouvoir central s'exerçant sur le plan de la conduite de l'Etat et de l'autre, un contre-pouvoir local et européen prenant en tenaille le premier afin d'éviter les abus et les excès !

La perversion des sondages

Quel est ce «French paradox» qui fait que les Français disent être majoritairement insatisfaits du comportement du Président (opinions défavorables) mais se disent également majoritaires (dans d'autres sondages) à vouloir voter pour lui lors d'une prochaine élection ? Il est vrai que si l'offre politique alternative ne leur paraît pas être au niveau de la puissance décisionnelle et d'activisme de l'actuel locataire de l'Élysée, les Français semblent ne faire aucunement confiance à la capacité d'autres hommes et femmes (des dizaines en potentiel) pour redresser et mener le pays par d'autres voies et moyens. Ce mythe du chef unique et sacralisé est révélateur d'une forte inhibition collective qui s'exprime paradoxalement par une sorte de décompensation (effondrement de la volonté) face à l'autorité. Une posture mentale qui pousse chaque individu, dans l'intimité de son jugement, à se croire bon stratège en politique oubliant que le simple bon sens ne suffit jamais face aux données changeantes de la complexité. Le marketing politique est bien plus fort et pervers que le raisonnement simpliste et mal informé !

En réalité, il s'agit là chez l'électeur de droite comme de gauche d'un manque cruel de discernement face à la multiplicité des facteurs en jeu. Une situation dans laquelle l'a priori favorable ou défavorable de départ tend à parasiter constamment la lucidité sur l'enjeu et la décision, dès lors qu'il s'associe à une perception faussée et/ou à une émotion accentuée par les médias. Aussi ce glissement collectif vers le choix de la facilité rassurante du chef connu et sacralisé ressort plus d'une pratique tribale et clanique que d'un comportement vraiment évolué, autonome et affirmé. Il résulte d'un regard focal simpliste à ne voir que ce qui est visible en face de soi, un peu comme les enfants sur le bord de la route qui ne voient bien que ce qui est en face d'eux dans un champ de vision rétréci (70° au lieu de 180°) et pas du tout le danger alentour. Les sondages politiques le savent bien, eux qui orientent sans cesse les questions/réponses dans le sens de la focalisation du raisonnement dominant. A cet égard, il semble bien que dans le «cerveau politique» d'un grand nombre d'individus préexiste un retard de conscience entretenant une sorte de cécité collective à ne considérer que ce qui est vu, entendu et vécu, à partir du seul format people de l'information politique. Tout un programme !

En résumé, à croire sans cesse que seul le connu, l'officiel, le labellisé ou le tatoué, est digne de confiance on s'enferme progressivement dans des certitudes erronées. On prolonge indéfiniment les mêmes courants de pensée, les mêmes partis dominants et/ou mêmes hommes et femmes au pouvoir. Cette forme de répétition de l'histoire par la négation d'«autres possibles» révèle tout le caractère non mature, voire infantile, des peuples à mal disposer d'eux-mêmes. Pourtant, à tout moment de la vie en société, il existe potentiellement beaucoup d'autres formes d'animation sociétale et de voies d'amélioration que celles imposées à un moment donné sur un territoire lambda.

En cela, l'avenir utile et motivant en politique passe nécessairement par l'expression changeante de la différence !

2009 - D. Reuter

121. ET UNE TAXE CARBONE DE PLUS...

Sujet : Une pollution économique de plus !

Derrière le discours honorable de protection globale de l'environnement, de films propagande, d'études savantes et de statistiques alarmantes, se profilent surtout une stratégie de rentrées fiscales et un business industriel rentable. L'écologie politique est devenue THE nouveau créneau fiscal et économique bien avant de se soucier de l'état de santé de Madame Michu ou de M. Dupont la joie. La dernière innovation en date recouvre la taxe carbone, ou fiscalité verte, dont le projet fixé à l'horizon 2011 a été validé moralement par celui-là même (Michel Rocard) qui a mis en place la CSG (ou taxe sociale) dont chacun connaît l'incroyable envolée ces 15 dernières années. Habillée d'images rassurantes, de vœux pieux et de discours raisonnables, cette nouvelle taxe écologique est de la même lignée des prélèvements «opportunistes» à **croissance Très rapide**. Cette fois-ci, on nous promet qu'elle doit contribuer à réduire les émissions de CO₂ par la contrainte d'une taxation dissuasive destinée à favoriser des comportements citoyens plus responsables. Du vent, des sornettes..., alors que son montage alambiqué prévoit, en plus, un prélèvement à gauche (chez les mauvais citoyens) et une redistribution à droite (chez les «bons» citoyens).

Une chimère politique de plus, alors que les vraies menaces guettent de partout un monde fragilisé et déstabilisé financièrement. Sans prendre de risque prévisionniste, il est quasiment certain que les efforts consentis aujourd'hui et ici seront inévitablement annihilés demain ou ailleurs par l'occurrence de menaces dont on ne soupçonne nullement la provenance, la nuisance et l'intensité. En fait, le vrai danger en société n'est pas dans les émissions de CO₂ liées au transport ou à l'énergie utilisée, mais dans la conjugaison de **centaines d'occurrences** de risques majeurs (épidémies, inondations, séismes, problèmes sanitaires, médicaments, infections bactériologiques, nourriture, ondes électromagnétiques, effets nucléaires, conflits armés, manque d'eau potable...) qui rôdent de manière bien plus certaine qu'une lente remontée des températures et des eaux de mer..

En d'autres termes, ce qui est fait aujourd'hui en matière d'écologie pour soulager les consciences, renflouer le budget de l'Etat et dynamiser l'économie verte, sera défait demain hélas par la bêtise des hommes. Il faut rester lucide lorsque l'on évoque la dimension macro sociétale en tenant compte des leçons de l'histoire. Il suffit simplement de constater comment la spirale de la modernité est inévitablement entropique, c'est-à-dire de nature à produire ses propres facteurs de déstabilisation qui, contrôlés ici débordent forcément toujours ailleurs ou autrement. Le monde moderne est guidé par une **dys-harmonie brillante** et une fuite en avant permanente qui n'est pas du tout de nature à rassurer sur l'avenir des futures générations. Aussi les chants d'allégresse ou de désespoir de l'écologie détonneront très longtemps encore par leur écho décalé dans la complexité de la modernité où tout interagit sur tout. En polarisant ainsi l'attention des citoyens sur les émissions de gaz carbonique et le risque encouru dans un «sauvons ensemble la planète», il est clair que le discours écologique et politique manipule et **embrouille complètement les esprits** surtout lorsqu'il provient, en plus, des plus nantis de cette même planète !

Si l'intention de départ est bonne (du moins considérons-le ainsi), il est évident que la vraie posture environnementale et écologique pragmatique est celle qui privilégie d'abord et principalement les actions zonales (territoire de vie par territoire de vie), ainsi que les économies réelles d'énergie (en monnaie) et de consommation pour le citoyen. L'autre versus écologique qui nous parle de globalité, de mondialisation, d'effets virtuels à long terme et de taxations punitives ou morales, est une escroquerie intellectuelle de plus. Malgré tous les labels officiels dont peuvent être qualifiées les actions gouvernementales en matière de «durable», il est évident que toute forme de généralisation est «durablement» fautive ! Tout le monde sait qu'il faut se méfier du discours politique, surtout lorsque celui-ci use et abuse de promesses et d'une propension à positiver tout ce qui ne doit pas l'être. Aussi, vouloir faire croire que la taxe carbone est un bon remède pour soigner nos maux collectifs, c'est cacher l'essentiel de la réalité aux citoyens. Dès sa mise en place, elle risque de **devenir entropique** du fait que la production mondiale polluante ne peut qu'augmenter dans les décennies à venir faisant que cette prévision de taxe ne peut, elle aussi, que grossir proportionnellement en volume pour enrichir ou désendetter les Etats, au choix !

Il est d'ailleurs symptomatique de constater comment l'habillage médiatique «versus positif» des taxes écologiques est habile et arrive au bon moment pour «verdir la dette» en pleine crise économique. Cette **manie quasi irresponsable** de la fiscalisation de masse au profit principal des équilibres budgétaires de l'Etat, et ceux des collectivités territoriales, pollue bien plus la vie des citoyens que le CO₂. Une pollution économique et non écologique qui affecte directement la réalité quotidienne de tous en s'ajoutant à la cherté des prix, aux tarifs constamment haussiers dans la consommation, à la cherté de la main d'œuvre et fatalement à une moindre capacité concurrentielle sur le plan international avec, en prime, l'appauvrissement constant des ménages et l'exclusion des plus défavorisés.

Il faut donc rester lucide lorsque, d'un côté, les grands acteurs de l'économie conservent un libre permis de «tuer» (polluer l'environnement, affecter indirectement la santé des individus de 100 façons différentes) via des procédures autorisées, alors que le citoyen (ménages et consommateurs) doit payer, toujours payer et encore payer, pour les incohérences systémiques de l'économie productive et de la technocratie républicaine.

Dans cette affaire «carbone», le véritable responsable n'est pas et ne sera jamais le citoyen qui, in fine, reste totalement dépendant de la conduite opportuniste de l'Etat, de l'offre économique, des technologies et des travers du monde financier. Autant d'acteurs majeurs qui ne sont pas vraiment clairs et irréprochables dans la conduite actuelle du monde et des affaires !

2009 - D. Reuter

122. LA LÉGITIMITÉ DES ACTIONS SALARIALES DURES

Sujet : Le rejet du dégazage social

La violence sociale issue du monde de l'entreprise (menace de casse, blocage de l'outil de travail, séquestration de cadres...) n'est pas légale mais fondamentalement légitime. Lorsque les entreprises licencient pour des raisons strictement «actionnariales», boursières ou financières, elles fonctionnent un peu comme les capitaines malhonnêtes qui dégazent en pleine mer en profitant du mauvais temps. En mettant à la porte, presque du jour au lendemain, des dizaines voire des centaines d'ouvriers et de collaborateurs fortement impliqués depuis des années dans le développement de leur entreprise, rien ne peut justifier une telle **radicalité d'exclusion** du lieu de travail sans que ne s'oppose, en réciprocité, une radicalisation des actions menées.

Face au «dégazage social», toute forme de négociation dure est admissible dès lors qu'elle permet de retirer un bénéfice en terme de niveau d'indemnités. Il est normal et légitime que la désespérance et l'indignité subies par le personnel se transforment en donnant-donnant dans les indemnités de départ même sous l'égide de menaces possibles ou réalisées. Il est également justifiable que les **salariés bafoués**, trahis et perdant leurs emplois, ne se laissent pas évacuer aussi facilement par des procédures légales douces et aseptisées en ayant, en plus, un sentiment d'injustice et de frustration économique. Il est même relativement acceptable (hors toute forme de bris et de casse inutile) que les salariés mécontents punissent leur direction et les cadres liquidateurs, dont la plupart agissent souvent sans état d'âme en conservant intégralement leurs postes, avantages et rémunérations.

Un comble alors qu'il s'agirait pour eux de donner l'exemple en se retirant les premiers de l'entreprise et/ou en faisant de forts sacrifices financiers personnels compte tenu des imprévisions de leur gouvernance et de l'impéritie de leur commandement. En fait, il semble que plus l'entreprise tranche dans le vif des licenciements pour des raisons économiques, **moins elle démontre d'honneur et de cran** à sanctionner et impliquer d'abord ses propres responsables.

Le monde du travail est un monde dur où le rapport de force est omniprésent du haut vers le bas. En cela, il est relativement sain qu'au-delà du dialogue social qui suppose au préalable une forme d'égalité d'écoute et de contreparties, les collaborateurs spoliés et mécontents usent, du bas vers le haut, de nouvelles formes de pression en médiatisant et en dramatisant au maximum leurs opérations et cela... sans états d'âme.

2009 - D. Reuter

123. ENCOURAGEONS L'ENTREPRENEURIAT

Sujet : Les vrais guerriers des temps modernes

Il est nécessaire de bien différencier le dirigeant salarié et non fondateur de sa firme, de l'entrepreneur-fondateur ou associé agissant dans le cadre de la création ou de la reprise de TPE-PME. Sur le fond, c'est lui qui assure la relève économique de demain faisant qu'il est «urgentissime» de le prémunir des risques de démotivation, de blocage administratif et de déni bancaire, tout en l'honorant comme il se doit. Etre entrepreneur, ce n'est pas seulement faire de l'argent et disposer d'un statut d'autonomie dans les décisions, c'est aussi lutter en permanence contre l'adversité visible et invisible, **mener des combats** contre l'organisation du système, batailler dur contre la concurrence et le marché, lesquels bousculent constamment les positions prises et stressent, chaque jour, une existence qui devrait être beaucoup plus sereine et apaisée.

En fait, l'entrepreneur est le **nouveau guerrier** des temps modernes en substituant efficacement à l'art militaire, les règles plus pacifiques de l'art économique. Alors que la grande majorité des acteurs du travail se mettent à l'abri des aléas de l'entrepreneuriat en choisissant le salariat, ou l'assistance, à l'arrière de la ligne de front, l'entrepreneur se risque lui au quotidien sur le terrain des épreuves en affrontant de face les vagues permanentes de difficultés.

Que deviendrait l'économie locale, territoriale et nationale, sans ces combattants agissant en «front office» sur les marchés et acceptant d'être ainsi fortement exposés ? C'est bien de réfléchir et de travailler à l'abri loin derrière la ligne de front à la condition, toutefois, de ne pas être un «planqué» et contribuer à aider tous ces combattants qui contribuent majoritairement aux nombreux ruisseaux de ressources financières (emplois, taxes, investissements, achats...) irriguant la vitalité et la survie confortable de tous.

Il est clair que l'entrepreneur participe indirectement à la qualité de vie collective et individuelle de chacun d'entre nous par le biais social et économique. En plus d'applaudir au moment triomphant de la création, il faut dorénavant éviter de tourner la tête et s'obliger à tendre la main dans les situations difficiles de l'épreuve économique ou du genou à terre !

2009 - D. Reuter

124. TROU OU EXCÉDENT DE LA SÉCU ?

Sujet : Le tonneau des Danaïdes

Avec toutes les réformes engagées depuis des années pour combler le déficit de la sécurité sociale, on s'étonne continuellement de voir comment celui-ci continue à se creuser chaque année, ou du moins à ne jamais se combler comme le fameux tonneau des Danaïdes qui fuit au fur et à mesure qu'on le remplit. En France, les raisons ne sont pas forcément celles auxquelles on pense immédiatement. Alors que le dernier projet de loi de financement de la Sécu prévoit d'officialiser un déficit record de plus de 30 milliards d'euros en 2010, il semble que l'ensemble des mesures politiques prises ces dernières années pour le renflouer soit, en fait, un **véritable trompe-l'œil**.

Que ce soit le déremboursement de certains médicaments, la hausse du forfait hospitalier, la contribution de 1 euro lors de chaque consultation médicale, les multiples restrictions imposées lors des arrêts maladie, l'obligation de consulter un généraliste avant de prendre rendez-vous avec un spécialiste..., il semble que les technocrates et les politiques n'en finissent pas d'avoir une **imagination débordante** pour trouver sans cesse de nouveaux moyens de prélèvements et/ou réduire l'aide sociale.

De manière iconoclaste par rapport au discours officiel, le trou de la sécu serait en fait une véritable aubaine politique. C'est du moins l'avis d'Evelyne Dupin, secrétaire générale de l'INDP d'Agen (Institut national du développement local), pour qui ces mesures ne sont, en fait, que la **partie émergée de l'iceberg**. Qui sait, par exemple, que le principal des ressources destinées à boucher le trou de la Sécu est régulièrement détourné ou non reversé. C'est le cas notamment d'une partie des taxes sur le tabac dont le montant non versé se chiffrerait à 7,8 milliards d'euros. C'est aussi celui du reversement attendu des taxes sur l'alcool pour 3,5 Md€, celui des primes d'assurances automobiles estimé à 1,6 Md€ ou encore le non versement de la taxe sur les industries polluantes estimé à 1,2 Md€. C'est également la part non reversée de la TVA (2,0 Md€), du retard de paiement concernant les contrats aidés (2,1 Md€) et du retard de paiement par les entreprises (1,9 Md€), dont la somme cumulée avoisine les 20 milliards d'euro. Presque le montant du déficit 2009 !

Pendant ce temps là, ce sont les mutuelles et les assurances complémentaires qui sont chargées du remboursement partiel de leurs adhérents. Sauf que celles-ci, face à la progression des dépenses de santé, ont augmenté de 30% leurs tarifs depuis 2000 !

Le calcul est donc doublement simple : primo, en dessous de 20 milliards d'euros il n'y a pas de trou de la Sécu mais, au contraire, un excédent que l'Etat utilise de manière masquée en entretenant et en perpétuant volontairement le «principe» du trou. Secondo, plus le déficit est conservé en l'état ou artificiellement creusé, plus il implique et justifie des prélèvements constants et/ou supplémentaires sur les ménages par les taxes imposées et les hausses tarifaires des assurances complémentaires.

Un jeu de double gagnant pour l'Etat et de double perdant pour le contribuable. Qui dit mieux dans la manipulation organisée des masses !

2009 - D. Reuter

125. GOUVERNANCE ET SUICIDES EN SÉRIE

Sujet : La faute au «hors humain»

D'après Eric Albert, psychiatre et consultant, *«Tant que les dirigeants ne seront évalués que sur leurs résultats et non sur leurs capacités à se remettre en cause, les résultats seront tels qu'on les constate aujourd'hui : ça passe ou ça casse !»*. C'est aujourd'hui le cas flagrant dans la finance et dans le système bancaire mais aussi dans le monde politique et dans celui de l'économie du réel à l'échelle de la gouvernance des grands groupes. Avec des élites dirigeantes murées dans *«Leur arrogance, leur certitude d'être indispensables, leur enfermement et leur confort»*, ce spécialiste confirme que le problème des crises externes et internes aux organisations résulte principalement d'un *«Microcosme porteur de pensée unique»* et surtout *«Dépositaire de vertus relativement stériles»*.

D'après lui, le décalage que l'on peut observer avec des individus avidement nourris par un «excès d'estime de soi, de goût pour la domination et l'envie de préserver les acquis» et qui croient, en plus, que l'intelligence préserve de tout, conduit forcément chez eux à «Une perte chronique de clairvoyance et d'humilité nécessaire à leur charge». Il semble même qu'un grand nombre de «grands dirigeants» se révèlent être de **parfaits «rigolos»** par leur faible capacité à savoir s'adapter sur le plan humain, bridés qu'ils sont dans leur état émotionnel et/ou dans des postures comportementales plus ou moins rigides et non abouties.

A force de trop miser sur le hors humain (process techniques, méthodes froides de management, résultats statistiques et bilans comptables, procédures...) ces individus, qui devraient normalement se comporter en vrais leaders charismatiques, se conduisent en réalité comme des **techniciens du management**, des technocrates du pouvoir économique, sans vision globale ni grande humanité envers les autres.

Il arrive alors ce qui doit arriver en provenance des masses et des collaborateurs ainsi malmenés : soit des conflits sociaux, soit des arrêts maladie à répétition, soit des départs volontaires (turnover), soit des suicides. Le suicide en série traduit alors un **signal ultime** de mal-être puissant que les dirigeants doivent traiter soit par une «machine arrière toute», soit par un changement de cap positif et significatif. Honni soit donc le dirigeant qui cumule les suicides en série chez lui et qui ne fait rien sur le fond, sauf à brasser de l'air et à évoquer un énième plan (ou réforme) en conservant malgré tout son poste et le cap déshumanisé des résultats à tout prix !

Il est évident que c'est toujours le «hors humain» dans les organisations qui cause, à terme, la perte et/ou la décroissance de celles-ci. Pour préparer les conditions psychologiques d'une bonne sortie de crise, il faut arrêter de regarder les compteurs en élargissant avec audace le périmètre «humain» et l'intérêt porté aux salariés, aux collaborateurs et aux clients. Eux seuls, peuvent garantir la pérennité de toute organisation en place, surtout dans les moments où l'on se demande s'il y a encore un «vrai» commandant à bord !

2009 - D. Reuter

